

ENTRETIEN

« Lutter contre le sentiment que c'est perdu » : discussion sur la transition écologique entre Nathanaël Wallenhorst et Magali Reghezza-Zitt

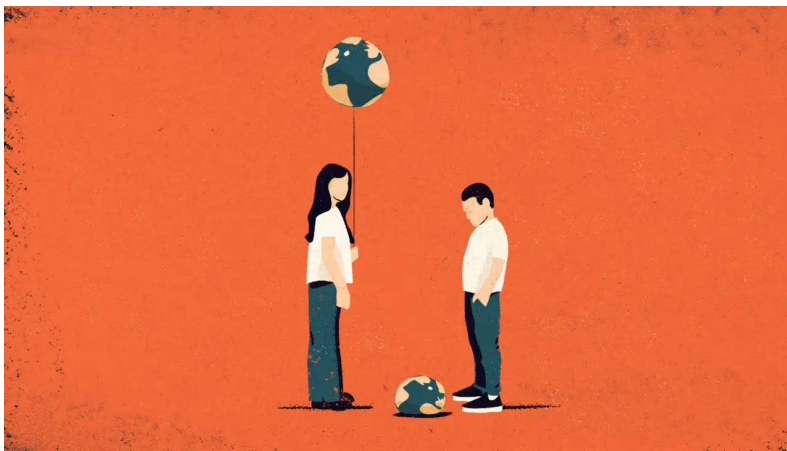
Écologie

Idées

Grands entretiens

Nathanaël Wallenhorst et Magali Reghezza-Zitt, deux chercheurs qui viennent de proposer des exercices d'anticipation climatique, confrontent leurs perspectives sur le possible et le souhaitable, afin d'agir et sortir du marasme.

Céline Mouzon, le 17 octobre 2026 · 12 min



© CHARLES MONNIER

Lorsqu'il était gouverneur de la banque d'Angleterre, Mark Carney, aujourd'hui Premier ministre du Canada, avait prononcé un discours remarqué dénonçant la « tragédie des horizons » : l'action contre le réchauffement climatique doit être pensée sur le temps long, qui n'est pas celui du monde financier. Ni celui du monde politique.

Après les canicules de cet été, la fenêtre de discussion s'est refermée. A rebours, *Alternatives Economiques* a eu envie de faire dialoguer deux chercheurs qui ont publié récemment des ouvrages d'anticipation climatique pour déjouer cette tragédie des horizons.

Dans 2049. *Ce que le climat va faire à l'Europe* (Seuil, 2025), Nathanaël Wallenhorst tire le fil de nombreuses études sur le climat ou la biodiversité, et dresse le tableau terrifiant d'un monde dans lequel nous n'aurions entrepris aucune action pour réduire nos émissions de CO₂ et respecter les limites planétaires.

La géographe Magali Reghezza-Zitt, elle, a fait le choix inverse. Dans *Bienvenue en 2055, dans un monde neutre en carbone* (Seuil, 2026), elle nous donne à voir le quotidien apaisé – même s'il y subsiste des étés à 50° C, la transition ayant été enclenchée tardivement – d'une société dans laquelle auraient été mises en place des

Entretien avec



Magali Reghezza-Zitt

Géographe, maîtresse de conférences à l'ENS, ancienne membre du Haut-Conseil pour le climat.



Nathanaël Wallenhorst

Professeur à la faculté d'éducation de l'Université catholique de l'Ouest (UCO), membre de l'*Anthropocene Working Group* (AWG).

mesures s'inscrivant dans des lignes politiques diverses.

Leur discussion trace des lignes possibles pour sortir du sentiment d'impuissance aujourd'hui dominant.

Vous avez l'un et l'autre fait le choix de livres écrits sur le mode de l'anticipation, avec des tonalités très différentes. Qu'est-ce qui vous a amenés à ces choix ?

Nathanaël Wallenhorst : Je ne me sens pas pessimiste, et je ne dis à aucun moment qu'il est certain que nous allions vers le chaos. Je voulais permettre au lecteur d'appréhender de façon sensible la situation. Souvent, la démarche reste froide, cérébrale et déconnectée du quotidien. Or le climat, avec notre trajectoire actuelle, va avoir des effets très concrets dans nos existences (se déplacer, boire, manger...). Mon pari est le suivant : c'est la clairvoyance des incidences de la trajectoire climatique actuelle sur nos existences qui va nous permettre de trouver la force de nous en détourner.

Je mobilise de nombreuses études scientifiques qui, pour certaines, portent sur 2050, d'autres sur 2070, d'autres encore sur 2100. Et je me livre à un jeu de « contraction » pédagogique qui concrétise cette image du monde à venir pour interpeller. 2050 correspond au

moment où nous pourrions atteindre les 2° C de réchauffement si nous ne faisons rien. Et ces 2° C correspondent à un point de bascule où les effets en cascade s'enchaînent et se renforcent, en nous faisant sortir de conséquences purement linéaires.

Cela dit, je me demande encore comment prendre les choses. Je mesure l'ampleur du désastre qui consiste à scier la branche sur laquelle notre société est assise, à savoir une planète habitable. En même temps, plus on sait, plus les mécanismes du déni sont activés.

Magali Reghezza-Zitt : J'ai le même point de départ que Nathanaël, la même volonté de transmettre. Je voulais écrire ce livre pour m'adresser au-delà du cercle des convaincus. Projeter la France en 2050 est une demande adressée désormais régulièrement aux experts du climat. J'ai eu la chance de voir l'économiste Céline Guivarch se livrer à l'exercice d'un *stand-up* de sept minutes sur le mode : « On est en 2050, j'ai 70 ans, et voilà à quoi ça ressemble. » Elle montrait que la transition était possible. J'ai eu envie de faire cet exercice en détail.

A mesure de l'avancement du projet, la période se compliquait, avec la deuxième élection de Donald Trump ou encore la bascule du Parlement européen vers des forces politiques qui pratiquent l'obstruction climatique. Autour de moi, des personnes engagées dans l'action climatique ont fini par céder au narratif de l'impuissance. C'est aussi l'un des objectifs du livre : lutter contre le sentiment que c'est perdu.

Nous continuons à penser le monde dans un climat qui n'existe plus. Or le changement climatique, qui était un sujet écologique, devient un fait social plein et entier

Magali Reghezza-Zitt

Enfin, nous continuons à penser le monde dans un climat qui n'existe plus. Or la question n'est plus de savoir si la décarbonation va se faire, mais quand. Le changement climatique, qui était un sujet écologique, devient un fait social plein et entier. Il touche à la santé, à la sécurité alimentaire, à l'emploi, au pouvoir d'achat.

C'est un autre objectif de mon livre : désécologiser la transition. On peut faire la transition vers la neutralité carbone pour des motifs écologistes, mais aussi pour d'autres motifs – économiques, humanistes, et même politiques ! La neutralité carbone est une donnée avec laquelle nous devons composer. Comment voulons-nous l'atteindre, telle est la question.

Vos livres sont parus avant l'été. La canicule de cet été a-t-elle changé quelque chose à votre façon d'aborder ces questions ?

M. R.-Z. : Ce qui m'a frappée tient davantage à la manière dont les gens reçoivent le livre. L'émotion chez les lecteurs est très palpable depuis cet été. Avec l'expression à la fois d'un soulagement (« On peut y arriver ! ») et d'un découragement empreint de colère (« Ça n'arrivera jamais car nos responsables politiques ne sont pas à la hauteur », « Ce que vous proposez semble si évident, pourquoi ne le fait-on pas ? ! »).

N. W. : Cet été, il y avait de la bande passante au niveau médiatique sur les thématiques écologiques et sur le risque existentiel que font peser sur nos sociétés les canicules. Cela générerait des débats avec les voisins, les collègues, sur les réseaux sociaux. J'ai entendu des personnes dire : « On est beaucoup plus proches de situations catastrophiques que ce qu'on peut dire. Avec la canicule, mes poules ne pondent plus. A 1,5°C, il n'y aura plus d'œufs dans les supermarchés. »

Qu'avez-vous pensé des réactions des responsables politiques ?

M. R.-Z. : Ils traitent les canicules comme un fait divers, avec la réponse habituelle : la recherche du bouc émissaire, la mesure clivante qui fait polémique (les climatiseurs) et la course à l'échalote des petites mesures. On n'a pas entendu parler de la sortie des énergies fossiles. C'est comme parler de cancer sans parler de traitement, et en dissertant sur le lit médicalisé. Il y a dans l'ensemble du spectre politique une réelle incapacité à parler du futur, et de ce que seront l'école, la maison, le contenu de notre assiette, le travail.

Il ne s'agit pas de savoir s'il faut rénover 100 000 ou 300 000 logements, mais comment on forme les ouvriers, comment on trouve les matériaux. Il n'y a plus de déni climatique, comme dans les années 2000. Il y a en revanche un déni de gravité et de vulnérabilité. Le fossé se creuse entre, d'un côté, les réflexions menées dans les associations, les syndicats, dans les services publics, par les chercheurs ou les militants et, de l'autre, les responsables politiques nationaux. Je mets à part les élus locaux, qui affrontent les catastrophes naturelles avec courage.

Cette idée d'une translation des climats du Sud vers le Nord est totalement erronée. Il n'y a pas d'adaptation possible dans une France à + 4°C

Nathanaël Wallenhorst

N. W. : Les choses ont été rendues plus palpables cet été, et pourtant on n'a encore rien vu. Nous sommes face à une déflagration civilisationnelle. Or, sur le site du ministère de la Transition écologique, on nous parle

d'adaptation et du fait qu'il y aura le climat de Rome en avril à Lille. Cette idée d'une translation des climats du Sud vers le Nord est une représentation totalement erronée. Il n'y a pas d'adaptation possible dans une France à + 4°C. Les responsables politiques nationaux ne sont pas à la hauteur de l'enjeu.

Qu'est-ce que ce mur devant nous implique pour nos sociétés ?

N. W. : Durant les canicules, des personnes fragiles sont décédées. Mais en pourcentage de la population globale, ce n'est rien. Tout autre chose nous attend. L'évidence biogéophysique, celle des sciences du système Terre, est que nous devons aller vers la décroissance. Cela ne me fait pas plaisir, mais si je veux qu'il puisse y avoir une pérennité de la vie en société, il n'y a pas d'alternative !

M. R.-Z. : En effet, on a touché du doigt quelque chose sans vraiment comprendre ce qui se passait. Je suis en revanche en désaccord sur ce point de la décroissance. C'est un cadrage du débat qui finit par tout bloquer. La croissance est un terme scientifique descriptif, mais quand il passe dans le débat public, c'est un fourre-tout. Les uns y voient une condition de progrès et de bonne santé économique, les autres un marqueur du capitalisme indifférent aux inégalités. On s'écharpe sur le mot et on rate le fond, à savoir que nous devons ajuster notre demande aux limites planétaires.

Les rapports du Giec sont clairs : il n'y a pas de développement possible pour tout le monde si l'on franchit le cap des 2°C. Ce fait contredit la modernité, qui a fondé nos sociétés en promettant de s'affranchir des limites physiques. Le changement qui nous attend n'est pas synonyme de régression ou d'absence de progrès. La valeur ne se créera plus sur la quantité, mais sur la qualité, l'esthétique, le lien social...

Le discours de l'obstruction à l'action climatique s'empare aujourd'hui de la justice sociale comme dernier bouclier pour empêcher cette action

Magali Reghezza-Zitt

Alors, comment sortir du paradigme de la croissance et poser le problème autrement ?

M. R.-Z. : La question est : « Comment préserve-t-on l'essentiel (l'éducation, l'accès à une nourriture saine, à un logement), comment l'améliore-t-on ? » Le sentiment de déclassement est aujourd'hui réel dans les sociétés occidentales. Des catégories entières de la population sont privées de cet essentiel.

Or nous voici confrontés à une ironie cynique. Le discours de l'obstruction à l'action climatique s'empare aujourd'hui de la justice sociale comme dernier bouclier pour empêcher cette action. On parle d'« écologie

punitive ». La réalité est tout autre. Les ménages les plus défavorisés sont les plus vulnérables au changement climatique et les coûts de la transition ne sont pas équitablement répartis. C'est la double peine.

Finalement, il se passe en France ce qui s'est passé pendant trente ans dans le monde. Jusqu'à cette année, le changement climatique était le problème des autres, telles petites îles lointaines menacées par la montée des eaux. Cet été, la crise a touché une France qui se croyait à l'abri. Il y a certes toujours des gens à l'abri : comme au moment du Covid, des catégories très aisées ont pu se réfugier ailleurs, télétravailler, avaient déjà des espaces climatisés. Mais c'est une fraction minime de la population.

L'obstruction climatique prend racine dans la croyance d'un certain nombre de personnes qui pensent qu'elles seront toujours protégées. Hélas, le réchauffement accélère la destruction de la biodiversité. Ce ne sont pas « juste » des oiseaux qu'on n'entend plus, des animaux mignons qu'on ne voit plus, mais des puits de carbone qui s'effondrent, des ressources qui disparaissent, des sols infertiles. Cela concerne tout le monde.

N. W. : Nous sommes en train de marcher collectivement sur un lac gelé. La glace tient-elle ou ne tient-elle pas ? Avec la trajectoire actuelle, la glace ne tiendra pas. Il faut alléger le pas – notre empreinte sur terre. L'empreinte carbone d'un Français est de 9 tCO₂eq (tonnes équivalent CO₂) par an. Nous devons arriver à 2 tCO₂eq, donc diviser par 4,5 cette empreinte. Dans les grandes lignes, cette empreinte est proportionnelle au niveau de revenus.

Or le salaire médian est aujourd'hui de 2 500 euros par mois. En l'état actuel de nos modes de captation énergétique, il nous faut diviser par 4,5 ces 2 500 euros. Autrement dit, arriver à vivre avec 600 euros par mois. On se dit que ça ne va pas passer ! Et cela nous met face à un sentiment d'impuissance. Il me semble que la condition de réussite de la pérennité de l'humanité est de ne pas demeurer dans l'impuissance. Pour changer radicalement de posture et trouver une autre manière d'habiter la Terre ensemble.

Le gouvernement doit travailler à partir des articles scientifiques sur ces questions, pas à partir de tweets ou de rapports de vulgarisation

Nathanaël Wallenhorst

Par où commencer ?

N. W. : Il nous faut réinventer le monde de sorte qu'il permette la pérennité de la vie. Nous devons réencasttrer toutes nos activités dans les limites planétaires. Par exemple, si je veux monter une marque de cravates, que le législateur me dise : « Non, ça, c'était le monde

d'avant.» Qu'on appelle cela décroissance, post-croissance ou une autre croissance, il va falloir passer de 9 à 2, et cela ne se fera pas sans une réduction très conséquente de notre niveau de revenus. Cela implique de repenser les principes de justice. Jusque-là, c'était «premier arrivé, premier servi». Nous devons établir d'autres principes. Que vous soyez milliardaire ou smicard, vous avez le droit de consommer «1». Quel est ce «1»? Quels repères se donne-t-on?

Le gouvernement doit travailler à partir des articles scientifiques sur ces questions, pas à partir de tweets ou de rapports de vulgarisation. Puis, dans chaque secteur, identifier de manière démocratique comment on peut diviser par 4,5 et déterminer les paliers pour y arriver. Cela va amener de vraies questions. Peut-être y a-t-il des endroits où nous choisirons d'avoir une empreinte environnementale plus conséquente (l'éducation? la recherche?) et d'autres où il faudra avoir le courage d'arrêter (l'IA?).

Il est urgent de désinhiber la pensée pour être à la hauteur des enjeux. De ce point de vue, il y a une vraie force dans les conventions citoyennes. Quelque chose de puissant dans le tirage au sort, la force des savoirs. Les citoyens ne sont pas des imbéciles. Le rapport de 460 pages de la Convention citoyenne pour le climat est impressionnant. Ce qui y est écrit tombe sous le sens. Le premier élément de ce rapport était de supprimer la pub... Il faut prendre les choses à la hauteur des enjeux.

Ces décisions ne peuvent être celles des scientifiques, qu'on somme aujourd'hui de dire ce qu'il faut faire tout en leur reprochant d'être des militants

Magali Reghezza-Zitt

M. R.-Z.: La difficulté est de passer de faits scientifiques à des décisions qui touchent à notre manière de vivre ensemble et donc au politique. Ces décisions ne peuvent être celles des scientifiques, qu'on somme aujourd'hui de dire ce qu'il faut faire tout en leur reprochant d'être des militants. C'est la dépendance aux énergies fossiles qui réduit les marges de manœuvre et crée des inégalités. C'est pourquoi je suis en désaccord avec Nathanaël: dire qu'il faut vivre avec 600 euros par mois n'a pas de sens, selon moi. C'est en réalité une question d'arbitrage collectif.

Le tournant raté de l'Europe par rapport aux Etats-Unis sur le numérique dans les années 2000, nous sommes en train de le revivre aujourd'hui avec l'Asie-Pacifique sur la décarbonation. La Chine mène des projets de décarbonation en matière d'agriculture, d'énergie, etc., qui ont moins à voir avec l'écologie qu'avec des objectifs géostratégiques répondant à une classe moyenne qui n'accepte plus les pollutions.

Quant aux conventions citoyennes, [...] pratique de la démocratie et d'une montée en com[...] Mais elles doivent être positionnées au bon niveau. En éme[...]sures utiles et importantes, mais qui ne sont pas d'[...]us devons transformer un modèle de développement qui a [...]

Ce qui se passe dans les syndicats, d[...]ses, dans le tissu associatif, donne de l'espoir. On par[...]es 1930 ces temps-ci. Prenez une personne née en 1925. [...]éation des congés payés et de la Sécurité sociale, le droit de [...]volution agricole, la modernisation des réseaux de trans[...] trente ans des révolutions énormes. En trente ans, [...] cette bascule.

[...]: passages masqués dans le document source par la fenêtre « Offrir cet article ».



Propos recueillis par
Céline Mouzon
Journaliste